



Validé par CNS du 01/07/2022	OS 1.1 : Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental	Priorité 1
Version 1 – Juillet 2022		FEAMPA
Appels à projet d'ampleur nationale Guichet Bretagne		2021-2027

Table des matières

1. Références réglementaires	2
1.1 Références du règlement FEAMPA	2
1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)	2
2. Objectif spécifique et type d'actions.....	2
2.1 Objectif spécifique	2
2.2 Type d'actions	3
3. Conditions d'éligibilité.....	3
3.1 Éligibilité géographique.....	3
3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires.....	3
3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets	3
4. Critères de sélection.....	5
5. Modalités de financement	5
5.1 Modalités générales	5
5.2 Intensité d'aide publique	6
5.3 Taux de contribution	6
5.4 Montant de l'aide publique.....	6
6. Indicateurs.....	6
7. Pilotage du type d'action	6
Annexe 1 - Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste non fermée).....	8
Annexe 2 - Organismes techniques et scientifiques (liste non fermée)	9
Annexe 3 – Echelle TRL.....	11
Annexe 4 – Exemple de grille de notation.....	12

1. Références réglementaires

1.1 Références du règlement FEAMPA

Article 14

Objectifs spécifiques

1. Le soutien relevant du présent chapitre couvre les interventions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la PCP énoncés à l'article 2 du règlement (UE) n° 1380/2013, en poursuivant un ou plusieurs des objectifs spécifiques suivants :
 - a) renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental;
 - b) améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO₂ en remplaçant ou modernisant les moteurs des navires de pêche;
 - c) promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche en cas d'arrêt définitif des activités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche;
 - d) favoriser le contrôle et l'application efficaces de la réglementation relative à la pêche, y compris la lutte contre la pêche INN, ainsi que la fiabilité des données aux fins d'une prise de décision fondée sur les connaissances;
 - e) promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques; et
 - f) contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques.
2. Le soutien au titre du présent chapitre peut être accordé à la pêche dans les eaux intérieures dans les conditions prévues à l'article 16.

1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement (UE) n° 1380/2013 du 11/12/13 relatif à la politique commune de la pêche

2. Objectif spécifique et type d'actions

2.1 Objectif spécifique

OS 1.1 : Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental

Le FEAMPA accompagnera une ambition forte pour amorcer des actions innovantes au regard des enjeux nouveaux qui se posent comme l'adaptation de la filière pêche au changement climatique ou poursuivre les efforts sur plusieurs thématiques, en particulier en ce qui concerne la recherche et le déploiement de nouveaux process ou solutions, produits, équipements, en cohérence avec les forts enjeux en matière de pêches ou de gestion des milieux :

1. moins générateurs de CO₂ tout au long de la chaîne de production ;
2. facilitant l'adaptation au changement climatique, l'amélioration de la performance et le développement des activités des filières pêche et aquaculture (ex : études et quantification des services écosystémiques);
3. améliorant la traçabilité, la qualité, la valorisation des produits ;
4. réduisant la pollution, notamment celle liée aux plastiques ;
5. dans le domaine de la collecte et de la valorisation des proliférations algales.

2.2 Type d'actions

Ce document concerne le guichet national du type d'actions « Recherche et innovation » de l'OS 1.1.

Ce type d'action fonctionnera par appels à projets. Ce document présente les conditions générales de sa mise en œuvre. Des conditions particulières pourront être définies dans le cahier des charges des appels à projets.

3. Conditions d'éligibilité

3.1 Eligibilité géographique

Cette mesure est ouverte sur tout le territoire national (la métropole y compris les régions continentales et les régions ultrapériphériques).

3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles sont les structures suivantes :

- Les opérateurs de la filière pêche :
 - Les entreprises de pêche (code NAF/APE 0311Z) ;
 - Les pêcheurs à pied professionnels ;
 - Les récoltants de goémons à titre professionnel ;
 - Les halles à marée : gestionnaires des halles à marée ;
 - Les ports de pêche : concessionnaires des ports de pêche ou collectivités territoriales ou locales et leurs groupements responsables de la gestion du domaine portuaire ou de sites de débarquement ;
 - Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles (cf. annexe 1).
- Les entreprises et structures collectives professionnelles dont l'activité conduite dans le cadre de la réalisation de l'opération est liée aux pêches maritimes (chantiers navals, architectes navals, équipementiers dont fabricants d'engins de pêche et motoristes, cabinets de conception, ...).
- Les organismes scientifiques ou techniques (cf. annexe 2).
- Tout autre organisme ou entreprise dont la participation est pertinente pour le projet.

Les annexes 1 et 2 ne sont pas exhaustives. Si un bénéficiaire fait partie d'une des catégories précisées ci-dessus mais n'est pas listé dans les annexes 1 et 2, l'autorité de gestion peut rendre le bénéficiaire éligible après avis motivé du responsable de la mesure pris sur la base d'un argumentaire fourni par le porteur de projet justifiant son appartenance à l'une des catégories susmentionnées.

3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Sont éligibles les opérations innovantes suivantes (liste non exhaustive) :

- Opérations innovantes en faveur de la diminution de l’empreinte environnementale des activités de pêche (innovations pour réaliser des économies d’énergie, innovations en faveur de la gestion des déchets à bord...),
- Opérations favorisant la diminution des contaminations environnementales vers les produits (sanitaires et qualité),
- Eco-conception des navires et des équipements (systèmes de propulsion, coques...),
- Etudes et recherches (sur tout type d’innovations concernées par cet OS et notamment pour la réorientation éventuelle du type d’espèces pêchées en raison des effets du changement climatique),
- Analyse du cycle de vie des produits pêchés afin de réduire le bilan carbone,
- Innovation dans les processus à bord : modes de production ou d’organisation nouveaux ou améliorés, etc. (y compris favorisant la montée en gamme et la valorisation des produits),
- Innovation d’équipements absents sur le marché ou permettant d’avoir de fortes améliorations par rapport à ceux existants sur les marchés, à bord notamment pour la valorisation des nouvelles espèces favorisées par le changement climatique et à terre pour le traitement des coproduits,
- Innovation en termes de sécurité et de conditions de travail, pour améliorer l’ergonomie et les conditions de travail des marins.

Ces opérations peuvent concerner la phase de test et de validation en conditions réelles et répondre au besoin de développer une économie circulaire en lien avec la filière pêche (traitement des coproduits, développement de nouveaux produits à partir des prises accessoires ou des déchets...).

Ne sont pas éligibles les actions d’amélioration des connaissances, sauf si elles sont directement liées et nécessaires au projet d’innovation.

Les opérations financées doivent présenter un caractère innovant (ce critère d’éligibilité sera validé par les experts au moment de la procédure de sélection) et se situer en fin de cycle innovation (mise sur le marché ou utilisation dans les 3 ans après la fin du projet). Le projet d’innovation doit ainsi revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s’inscrire à partir du niveau 4 de l’échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL (Technology Readiness Level) (cf. annexe 3). Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l’échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe sur les niveaux éligibles.

La durée du projet sera inférieure ou égale à 3 ans. Dans certains cas particuliers, les cahiers des charges des appels à projets pourront prévoir une durée allant jusqu’à 4 ans.

Le projet doit être mené en collaboration a minima avec :

- Un organisme scientifique ou technique (sauf si indication contraire dans un appel à projet), -
Un acteur professionnel (opérateur de la filière pêche).

La collaboration est définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les différents partenaires du projet.

Les projets relèvent de ce guichet national dans les cas de figure suivants :

- Le projet est porté par un chef de file de niveau national, y compris les établissements territorialisés de ces structures nationales, quel que soit le partenariat,
- ou
- Le projet est localisé dans une région continentale ou porté par un chef de file situé dans une région continentale,
- ou
- Le projet implique un consortium (le chef de file et ses partenaires) implantés dans au moins deux régions.

Ils relèvent des guichets régionaux (régions littorales) si aucune de ces conditions n'est remplie (partenariat exclusivement régional).

Les innovations liées à la sélectivité des engins et à la réduction de l'impact de l'activité de pêche sur le milieu sont traitées dans le cadre de l'OS 1.6.

Les innovations liées à la transformation des produits à terre, à leur commercialisation notamment pour le développement numérique dans les ports ou halles à marée sont traitées dans le cadre de l'OS 2.2.

4. Critères de sélection

Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, au moyen de critères de sélection portant à la fois sur les bénéficiaires et sur les projets. Les critères de sélection sont les suivants :

- Pertinence et étendue de l'innovation,
- Qualité du partenariat,
- Cohérence du projet,
- Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable.

La sélection des projets sera effectuée au moyen de grilles de notation, qui seront élaborées dans le cadre des appels à projets. A titre d'information, un exemple de grille pondérée figure en annexe 4.

5. Modalités de financement

5.1 Modalités générales

Sont éligibles les types de dépenses suivantes :

- Dépenses d'investissement matériel (dépenses matérielles directes liées aux équipements (hors achat terrains, infrastructures, véhicules), prototypes, dépenses matérielles directes de consommables directement liés à l'opération) et immatériel. Les coûts des instruments et du matériel sont éligibles dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls sont éligibles les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis. Il est rappelé que conformément au décret d'éligibilité « *Les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative* »,
- Frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Frais indirects : 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Frais de mission directement liés à l'opération (restauration, déplacement, hébergement) : le taux applicable est de 6,3 % des dépenses de personnel (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Prestation de service (études, expertise, prestations d'intérim, location et sous-traitance directement liées à l'opération, etc.) sur une base réelle.

En cas de mise à disposition, par une entreprise ou un organisme, de moyens pour la réalisation de tests en situation réelle :

- Les coûts éligibles relatifs à ces dépenses (base réelle) correspondent notamment, aux coûts de location des moyens des entreprises mobilisés pour le projet, ou à un contrat de soustraction etc.
- Les calculs de compensation pour perte de revenu ne sont pas retenus.

Dans le cas où l'entreprise bénéficiaire génère des recettes pendant l'expérimentation (ex : vente de produits de la pêche), ces dernières sont déduites des dépenses éligibles de l'opération.

Dans le cas particulier de l'affrètement de navire : Dépenses directes liées à l'affrètement de navires selon un forfait justifié par le bénéficiaire :

- Si le bénéficiaire est propriétaire du navire : pour chaque mission en mer inscrite dans le projet, une copie certifiée de l'état des dépenses doit être présentée au service instructeur avec la ventilation détaillée des frais d'exploitation et le cas échéant, la manière dont ces frais ont été calculés, pour justifier du forfait journalier de coût des navires.
- Si le bénéficiaire affrète le navire : les règles relatives à la sous-traitance s'appliquent pour la justification des dépenses. Les pièces justificatives (contrats de sous-traitance, factures) indiquent la ventilation des postes de dépenses. Dans ce cas, les dépenses sont calculées aux frais réels.

5.2 Intensité d'aide publique

80 % du montant des dépenses éligibles si l'opération remplit l'ensemble des critères suivants : -

Etre d'intérêt collectif,

- Avoir un bénéficiaire collectif,
- Présenter des caractéristiques innovantes.

75 % du montant des dépenses éligibles si l'opération ne répond pas aux critères précédents (cf. ligne 18 de l'annexe III du Règlement FEAMPA « *opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation* »).

5.3 Taux de contribution

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70 % de l'aide publique. Les 30% restants sont les « contreparties publiques ».

5.4 Montant de l'aide publique

Des planchers et plafonds d'aide publique pourront être définis dans les cahier des charges des appels à projets.

6. Indicateurs

CR 14 - Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)

7. Pilotage du type d'action

Pilote de la mesure innovation : Région Bretagne

Guichet instructeur : Région Bretagne

Annexe 1 - Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste non fermée)

- CNPMEM, CRPME et C(I)DPME
- Prud'homies de pêcheurs en Méditerranée
- Chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
- Organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs
- Coopérative maritime, association de coopératives maritimes, coopération maritime
- Syndicats professionnels du secteur des pêches maritimes
- France Filière Pêche (FFP)
- Pôles de compétitivité en lien avec les technologies développées par le projet
- Union des Ports de France (UPF)
- Association des directeurs et responsables de halles à marée

Annexe 2 - Organismes techniques et scientifiques (liste non fermée)

Ces organismes doivent disposer de compétences techniques ou scientifiques leur permettant d'exercer des missions d'intérêt général dans les domaines techniques et scientifiques. Parmi ceux-ci, les organismes scientifiques ou techniques sous tutelle (les centres techniques nationaux ou régionaux, les unités de recherche des écoles nationales, des universités, les instituts techniques, les laboratoires publics) et les organismes scientifiques ou techniques travaillant directement avec l'Etat et les régions (représentation de l'Etat/régions, établissements publics au sein de leur Conseil d'administration ou de leur Conseil scientifique, conventions bilatérales).

Ces organismes doivent :

Soit

A. Être des établissements publics

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS),
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE),
- Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA),
- Institut de recherche pour le développement (IRD),
- Muséum d'histoire naturelle,

Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) :

- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD),
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER),
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME),
- Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM),

Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d'ingénieur) :

Les établissements recensés sur le site du MESRI :

https://data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/explore/dataset/fr-esr-principaux-etablissementsenseignementsuperieur/table/?disjunctive.type_d_etablissement&disjunctive.typologie_d_universites_et_assimiles.

Etablissements publics à caractère administratif (EPA) :

- Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES),
- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA),
- Office français de la biodiversité (OFB),
- Laboratoires publics,

Soit

B. Être reconnus officiellement par les pouvoirs publics (ex. le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) par l'obtention de l'un des différents labels suivants :

- la qualification nationale d'ITAI – Institut Technique Agro-industriel (par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation),
- le label C.R.T (Centre de Ressources Technologiques),
- le label d'Institut Carnot,
- cellule de diffusion technologique (CDT),

- plate-forme technologique (PFT),
- l'agrément, par le ministère chargé de la recherche ou par le ministère chargé de l'industrie, des organismes ou entreprises exécutant, pour des tiers, des opérations d'innovation et/ou des opérations de recherche et développement ouvrant droit au crédit d'impôt innovation et/ou au crédit d'impôt recherche.

Soit

C. Avoir pour objet statutaire une mission relevant de l'intérêt général (activité non lucrative, gestion désintéressée, intérêt collectif dépassant la structure ou adhésion ouverte) :

- soit dans les domaines techniques ou scientifiques,
- soit dans le transfert technologique ou d'innovation,
- soit dans l'application des résultats de la recherche publique au monde professionnel,

Et

- soit compter dans leur conseil d'administration ou dans leur conseil scientifique un ou plusieurs représentants :

a) de l'Etat, des régions et/ou des départements

b) ou d'établissements publics :

- à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer),
- à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE),
- à caractère scientifique, culturel et professionnel,
- à caractère administratif,
- soit disposer d'une convention bilatérale, *a minima* pour la durée du projet, avec :

a) l'Etat ou des régions et/ou des départements,

b) ou des établissements publics :

- à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer),
- à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE), - à caractère scientifique, culturel et professionnel, - à caractère administratif.

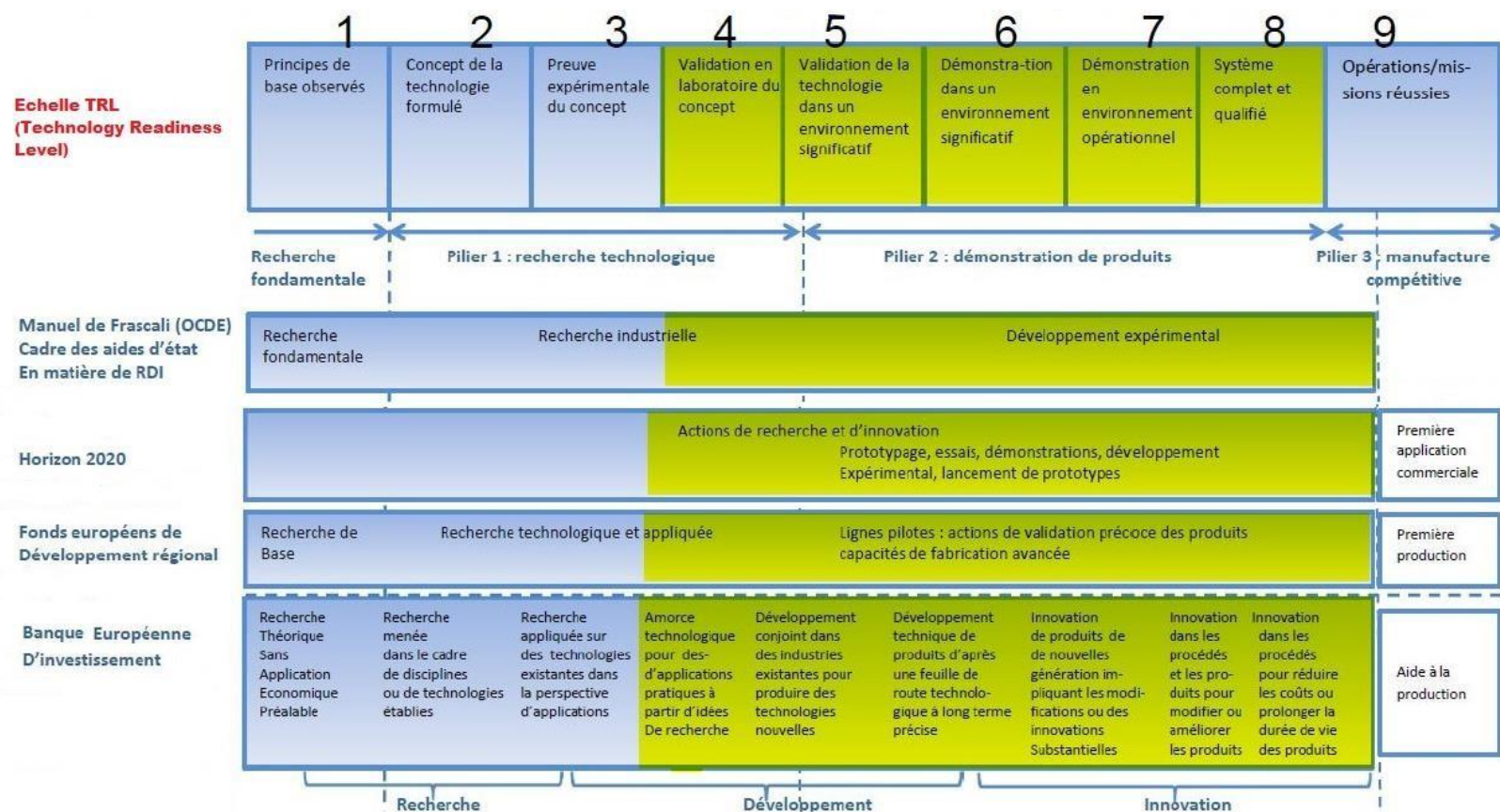
Soit

D. Etre un centre technique:

- Synergie Mer et Littoral (SMEL),
- Syndicat Mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche des Pays de Loire (SMIDAP),
- L'Association du Grand Littoral Atlantique (Aglia),
- Le CEPRALMAR,
- La Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN),
- Le Groupe d'Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL), - Le Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement (CAPENA).
-

Ces critères conduisant à l'établissement des listes d'organismes techniques ou scientifiques pourront être complétés par l'autorité de gestion notamment par demande motivée du service instructeur.

Annexe 3 – Echelle TRL



Annexe 4 – Exemple de grille de notation

Critères de sélection	Éléments analysés	Notes possibles		Maxi
Qualité du partenariat	Qualité du consortium (références, compétences, complémentarité des partenaires et robustesse économique du partenariat)	Insuffisante	0	10
		Moyenne	5	
		Bonne	10	
	Niveau d'implication des partenaires dans le projet	Un ou plusieurs partenaires ont une implication faible dans le projet ou mettent à disposition des moyens insuffisants	0	10
		Un ou plusieurs partenaires ont une implication moyenne dans le projet ou mettent à disposition des moyens limités	5	
		L'ensemble des partenaires sont impliqués concrètement dans le projet et les moyens mis à disposition sont satisfaisants	10	
Cohérence du projet	Labellisation du projet par un pôle de compétitivité	Non	0	10
		Oui	10	
	Pertinence des modalités de mise en œuvre du projet (adéquation entre les objectifs et la méthodologie déployée, périmètre géographique pertinent, efficacité des moyens de mise en réseau, organisation...)	Insuffisante	0	10
		Moyenne	5	
		Bonne	10	

Pertinence et étendue de l'innovation proposée	Importance de l'innovation ou amélioration et qualité de l'argumentaire présentant l'innovation ou l'amélioration	Innovation ou amélioration faible ou évaluation insuffisamment argumentée	0	20	40
		Innovation ou amélioration sensible créant un besoin	10		
		Innovation ou amélioration sensible répondant à un besoin	20		
	Importance socio-économique du (ou des) métiers visés par l'innovation au regard du nombre de navires ou d'entreprises exerçant ce métiers par rapport au nombre total de navires ou d'entreprises de la façade	Proportion de navires ou d'entreprises exerçant le(s) métier(s) < 10 % du nombre total	0	20	
		Proportion entre 10 et 30 %	10		
		Proportion > 30 %	20		
Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable	Des retombées du projet sont prévues sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux	Non	0	20	20
		Oui - sur un aspect	10		
		Oui - sur deux aspects	15		
		Oui - sur les trois aspects	20		
			TOTAL	100	